

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

Bi-Mensuel

123, rue Montmartre, Paris

Le Numéro : 30 centimes

SOMMAIRE

Salut à l'Internationale Communiste! — La 3^e Internationale en France (*Boris Souvarine*). — La 2^e Internationale (*Ch. Rappoport*). — Un discours de Jacques Sadoul. — A la mémoire de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg (*Henriette Roland-Holst*). — Le mouvement communiste en Russie (*G. Zinoviev*). — A la Mémoire de Jaurès.

Correspondance Internationale : Russie (*Milioutine*), Autriche (*Otto Maschl*), Pologne (X...) — Documents : Motions du Comité de la 3^e Internationale pour le Congrès de Strasbourg; Appel aux socialistes français; Motions des Jeunesses socialistes pour la Conférence de Troyes; Réponse aux Indépendants d'Allemagne.

PREMIER ANNIVERSAIRE

Salut à l'Internationale Communiste !

Communistes de tous les pays, le Comité de la 3^e Internationale, traduisant la pensée des travailleurs communistes français, salue le premier anniversaire de l'Internationale Communiste et vous renouvelle, en cette circonstance, le serment d'indestructible solidarité qui nous unit dans un seul parti mondial.

Un an s'est écoulé depuis la fondation, à Moscou, par une élite des communistes internationaux rassemblés sous l'égide de la grande Révolution prolétarienne russe, de la Nouvelle Internationale des travailleurs. Pendant cette année de combats implacables entre le capitalisme et le prolétariat de tous les pays, combien s'est accru le nombre des victimes du régime oppresseur et féroce de la bourgeoisie ! Mais aussi que de réconfortantes victoires à l'actif des prolétaires révoltés, présages de la victoire finale dont l'humanité attend sa libération !

Le cœur des communistes de toute la terre est serré de douleur à l'évocation de l'assassinat des héroïques champions de leur cause. La mémoire de Volodarsky, Ouritsky, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Landauer, Lewine, Otto Khorvine, Kunsinen, et de tant d'autres serviteurs de la cause des opprimés, sera éternellement vivace partout où les hommes luttent pour leur émancipation. Mais le sang des martyrs n'a pas été versé vainement. La Révolution sociale, née en Russie, se révèle invincible et l'irrésistible croissance de ses forces est une menace mortelle pour la barbarie capitaliste. Le ralliement des organisa-

tions révolutionnaires des deux continents à l'Internationale Communiste annonce l'ère d'une lutte décisive des forces du prolétariat mondial contre la puissance néfaste du capitalisme cosmopolite.

Communistes de tous les pays, sachez que le prolétariat français ne sera pas inerte pendant le combat libérateur des exploités contre les possédants. Les leçons de la guerre impérialiste et de la Révolution européenne portent leurs fruits. Les erreurs funestes qui ont trop longtemps stérilisé la lutte émancipatrice des travailleurs français, égarés par les traîtres du socialisme et du syndicalisme révolutionnaires, se dissipent au rayonnement de l'exemple communiste. Les enseignements féconds de la 3^e Internationale ont armé l'avant-garde du peuple français qui repousse aujourd'hui les renégats du mouvement ouvrier, répudie la collaboration des classes, et prend sa place au front révolutionnaire international en s'inspirant des méthodes éprouvées de la lutte communiste. Une grande force de la 3^e Internationale se constitue en France et accomplira son devoir sans défaillance, guidée par l'exemple de ceux qui sont morts pour la libération du travail.

Vive l'Internationale Communiste !

Vive la Révolution sociale internationale !

Pour le Comité de la 3^e Internationale,

Les Secrétaires :

F. LORiot, P. MONATTE, B. SOUVARINE.

La 3^e Internationale en France

Pendant les quelques semaines qui séparent le Congrès de Leipzig du Congrès de Strasbourg, la fraction socialiste française adhérente à l'Internationale Communiste n'a cessé d'accroître son importance et d'étendre son influence. A la veille de la réunion de Strasbourg, il est certain qu'elle groupera au Congrès plus du tiers des mandats. Dans le prochain *Bulletin Communiste*, nous pourrons, avec les résultats précis et le détail des votes sous les yeux, tirer pour notre propagande les enseignements de la consultation du Parti. Mais nos commentaires n'étant pas subordonnés au succès ou à l'échec ramérique, nous avons le devoir de considérer dès maintenant nos certitudes de victoire prochaine et les faiblesses de notre propagande, qui éloignent cette victoire.

Nous avons déterminé au sein du Parti, un puissant mouvement d'opinion, dont le mot d'ordre est l'adhésion immédiate à la 3^e Internationale, et nous avons impulsé un tel courant avec de médiocres moyens d'expression. Contre tous les journaux quotidiens du Parti, contre la plupart des hebdomadaires, contre la quasi-unanimité des élus, contre tous les fonctionnaires des organisations centrales, nous avons lutté avec succès, grâce aux seules tribunes de la *Vie Ouvrière* et du *Journal du Peuple*, grâce à quelques milliers de brochures et de feuilles volantes. Et la victoire du *Comité de la 3^e Internationale* est principalement révélée par l'attitude du Centre, des Reconstructeurs, qui ont été contraints pour garder le contact de la masse des socialistes, d'affirmer leur prétendue volonté d'adhérer à la 3^e Internationale. Cette audacieuse assertion d'hommes qui cultivent les erreurs passées au lieu de les répudier, et qui osent envisager leur adhésion à l'Internationale Communiste tout en refusant de rompre avec les contre-révolutionnaires, ne contribuera pas peu à la confusion prochaine de ses auteurs : *mais il est bon de l'enregistrer aujourd'hui comme un témoignage du prestige exercé sur les masses par la 3^e Internationale que nul n'ose plus dénoncer, alors que six mois auparavant, les Reconstructeurs affectaient d'en mépriser l'importance.*

Ces constatations faites, — et nous pourrions les mettre en relief par mille détails significatifs, — il nous sera permis de conclure que notre thèse triomphera aisément quand il nous sera possible de la diffuser mieux et plus que nous l'avons fait jusqu'à ce jour. En d'autres termes, la première tâche du *Comité de la 3^e Internationale* est de créer l'organe qui exprimera ses vues, formulera ses doctrines, et surtout précisera ses conceptions en serrant de

près les grandes questions de principe et de tactique insolubles pour les militants mal éduqués. Le *Comité* unanime l'a parfaitement compris, et a décidé la publication de ce *Bulletin Communiste* documentaire, en attendant de pouvoir créer un journal qui atteigne et pénètre plus facilement les masses ouvrières.

Nous pourrions alors remédier aux faiblesses, c'est-à-dire à l'insuffisance, de notre propagande passée. Trop de camarades sont enclins à voir, dans les deux Internationales, des maisons rivales se disputant une clientèle : nous leur montrons que l'Internationale de Berne correspond au régime qui meurt, et que celle de Moscou est celle de la société nouvelle, que la Deuxième est auxiliaire de la Bourgeoisie et que la Troisième est sa mortelle ennemie. Trop de camarades ont renoncé à choisir eux-mêmes entre les solutions qui leur sont présentées, et se fient aveuglément à leurs « chefs » : nous leur montrerons que la plupart des chefs ont failli, que tout militant doit s'élever lui-même à la hauteur des problèmes qui le sollicitent, et que la force d'un Parti est faite, non de la docilité de l'ensemble aux injonctions des chefs, mais de la conscience de chacun. Trop de camarades parlent en révolutionnaires et agissent en réformistes, consciemment ou non : nous mettrons en lumière les contradictions et presserons les socialistes de choisir, entre la Réforme et la Révolution. Trop de camarades, enfin, sous-estiment la valeur de leur effort individuel préparant l'action des masses, et se bornent à « libérer leur conscience » à l'occasion de chaque Assemblée du Parti : nous les convierons à s'adonner de toutes leurs forces à la tâche pré-révolutionnaire, en leur montrant que, demain, pour accomplir une Révolution sociale, il ne suffira pas que les conditions historiques et économiques soient d'ordre révolutionnaire, il faudra encore que les hommes soient révolutionnaires.

Boris SOUVARINE.

Pas un Communiste

ne peut se dispenser
de s'abonner au

« Bulletin Communiste »

Le prix modique de l'abonnement donne à tous la possibilité de posséder la collection complète du Bulletin, dont la valeur sera bientôt inestimable pour la documentation qu'il contiendra.

Voir plus loin l'annonce des abonnements.

A la mémoire de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg

Un an s'est écoulé depuis que se répandit l'effroyable nouvelle de l'abominable assassinat commis sur la personne des deux plus nobles et plus héroïques lutteurs du communisme. Et aujourd'hui comme alors, le cœur se contracte de douleur à la pensée de ce que non seulement le prolétariat allemand, mais encore le prolétariat international a perdu en eux.

Aujourd'hui comme alors, chacun est dominé par le sentiment du vide terrible que laisse la mort de nos deux amis, un vide que rien ne peut combler, une blessure béante au corps du prolétariat mondial, qui ne veut pas se fermer. Tous deux incorporaient les plus hauts potentiels de la révolution mondiale : leur savoir et leur courage, leur héroïque force de sacrifice, leur sentiment fraternel, leur internationalisme, leur persévérance et leur attachement sans limite à la cause de l'humanité. Tous deux incorporaient l'idéal du communisme en lutte, en eux était déjà devenu chair et sang tout ce que la masse n'a pas encore acquis en elle, mais doit acquérir pour vaincre. En pensant à eux, en les écoutant le prolétariat croyait à sa victoire.

Pour vaincre, le prolétariat a besoin de semblables chefs, qui lui mettent devant les yeux, spirituellement et physiquement, ses plus hauts potentiels. Il ne peut pas plus s'en passer, que l'humanité ne pourra jamais se passer des figures les plus lumineuses dans lesquelles s'incorpore son rêve le plus élevé.

C'est pourquoi leur mort a ébranlé dans les masses l'assurance en la victoire, a ravi à chacun de nous quelque chose de notre trésor intérieur. Il est pénible de penser cela, cependant ce n'est pas le plus pénible.

Le plus pénible est la pensée que maintenant, un an après leur mort, ils ne sont pas encore vengés.

Le plus pénible est la pensée que tous deux ne sont pas encore ressuscités parmi les masses. Vengés par la seule vengeance qui répondrait à leur noble manière de penser, à leurs nobles sentiments. Non pas une misérable vengeance envers les bêtes humaines qui se jettent sur eux pleins du désir d'assassinat, mais par une lutte courageuse et sans fin contre une société qui transforme les hommes en bêtes, lutte pour la renaissance des hommes, c'est-à-dire pour le communisme.

Aller de l'avant dans cette lutte, recruter pour elle, stimuler vers elle, ce fut le contenu et le sens de leurs deux existences. Stimuler à cette lutte doit aussi être le sens de leur mort. Mais cette vérité n'a pas encore jusqu'à aujourd'hui pénétré dans les masses. C'est pourquoi Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht ne sont pas encore vengés.

Le prolétariat souffre et supporte : honte,

abaissement, misère, un lourd joug, presque sans lutter.

Dans le cœur des fidèles pénètre le doute. Une question effrayante se pose : leur mort, leur martyre fut-il fertile ? Ou tous deux se sont-ils sacrifiés en vain ? Le sang des martyrs a-t-il coulé inutilement ?

A beaucoup qui se posent ainsi la question, ceci semble être l'effroyable vérité : à beaucoup en Allemagne, en Autriche allemande, par toute l'Europe centrale.

Mais moi je réponds non à toutes ces questions.

Il en est ainsi : dans l'histoire mondiale, tous les sacrifices ne sont pas fertiles. Pas plus que dans la nature chaque graine, chaque germe se développe. Dans l'humanité, beaucoup de nobles cœurs ont beaucoup sacrifié pour des idées dont les temps n'étaient pas encore révolus, pour l'affranchissement de peuples et de classes que la marée ne porta pas en haut.

Mais ce sort tragique nous sera épargné, car il y a des lutteurs pour le communisme. L'heure du prolétariat est venue. L'humanité mûrit vers le communisme.

C'est pourquoi la mort de ces deux vaillants deviendra immensément fertile, comme la mort des innombrables victimes de cette lutte.

Mais il faut du temps jusqu'à ce que le sens de cette mort imprègne les masses. Du temps et du travail : une volonté inébranlable, un don bienveillant de soi-même, une résistance courageuse.

Lentement, lentement pénètre le sens de leur mort dans les masses. Lentement leur devient claire l'importance du sacrifice. Lentement la nouvelle pensée prend racine parmi elles, lentement elle devient une force qui pénètre les masses. Lentement, comme tout ce qui est grand et fort, en silence comme tout ce qui devient puissant et supérieur, se prépare la transformation dans les masses. Quand elle viendra, quand les masses prendront leur destinée dans leurs propres mains, quand elles prendront leurs droits — leurs droits, ce sont tous les biens matériels et spirituels de la vie — alors la mort de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg sera vengée. Alors tous deux lèteront leur résurrection.

Cependant cette résurrection n'est pas un miracle de Dieu, mais un acte humain. Nous devons la préparer en faisant pénétrer dans les masses le sens de la vie et le sens de la mort de nos deux chefs assassinés. Le faire pénétrer par notre propagande, notre appel et notre exemple.

Le faire ressusciter tous deux en esprit et en vérité, venger leur mort par la seule vengeance qu'il pourraient désirer : ceci est le devoir sacré de tous les communistes.

Henriette ROLAND-HOLST.

La Deuxième Internationale

PENSÉES ET SOUVENIRS

La catastrophe mondiale provoquée par la guerre impérialiste fut en même temps une catastrophe socialiste, en ce qu'elle provoqua le suicide moral de la Deuxième Internationale. Ce n'est pas l'impossibilité matérielle de se réunir qui a mis fin à l'existence de la Deuxième. Ce n'est même pas le fait qu'elle n'a pas pu empêcher la guerre. A l'impossible nul n'est tenu. Et il est évident que le prolétariat mondial — en partie pour les mêmes causes qui ont précipité l'écroulement de l'Internationale en août 1914 — n'était ni moralement, ni matériellement prêt à répondre par une révolution à l'offensive impérialiste de 1914.

En réalité, la faillite de la Deuxième résulte de sa dislocation morale, d'une défection qui équivaut à une trahison. Je n'explique. Supposons que la Deuxième soit restée fidèle au véritable esprit communiste et internationaliste qui animait les fondateurs de la Première Internationale : Karl Marx et Engels, aucune force au monde n'aurait pu empêcher chaque section nationale d'agir séparément selon les véritables principes communistes et internationalistes en refusant toute complicité, toute responsabilité dans la tuerie mondiale. Et de ces attitudes internationalistes séparées se serait inévitablement formée l'unité morale et politique de l'Internationale. Aucun voyage, aucun passeport accordé par un gouvernement bourgeois — qui se défend, comme il peut — n'eût été nécessaire pour cela.

C'est le contraire qui s'est produit. Les chefs parlementaires et syndicalistes (nuance Juhaux, en France, Legien, en Allemagne, Gompers, en Amérique, etc...), se sont volontairement et étourdiment jetés dans la mêlée sanglante une fois déchaînée.

Nous ne connaissons pas encore, en France, tous les détails de la faillite de la social-démocratie allemande. Mais j'ai assisté, heure par heure, je puis même dire, minute par minute, à l'agonie de la section française (P. S. S. F. I. O.) (1).

L'attitude de la section française jusqu'à la mort de Jaurès fut parfaite, malgré l'aveuglement de certains qui cachaient mal leur nationalisme invétéré (je parle surtout des « guesdistes » parisiens), sous le masque de la lutte des classes. Le Congrès extraordinaires des 15-18 juillet a voté les propositions Vaillant-Kerr-Hardie préconisant la grève générale simultanée en cas de déclaration de guerre sans faire la distinction — absurde et grotesque dans les circonstances qu'on sait — entre une guerre d'agression et une guerre de défense. (Un délégué ex-guesdiste a même déclaré textuellement : « Si une guerre éclate, tous les gouvernements doivent être considérés comme des

agresseurs et tous les peuples comme des victimes attaquées par leurs gouvernements » (1).

Les derniers jours du mois de juillet au moment le plus aigu de la crise, une manifestation extrêmement bruyante et nombreuse eût lieu devant la sinistre Maison Rouge du *Matin*. Des horions furent échangés avec la police, de nombreuses arrestations opérées. Et je me rappelle la réponse que fit Jaurès dans le couloir de la Chambre à un futur social-traitre (social-patriote) qui blâmait la manifestation antimilitariste : « Elle a fait du bien », disait l'ennemi implacable et clairvoyant de la guerre.

Le 28 juillet Jaurès, Vaillant, Jules Guesde, Longuet, Sembat partaient pour la dernière séance du B. S. I. à Bruxelles.

(Je demande la permission de relater ici exactement deux souvenirs personnels qui peuvent être vérifiés par de sérieux témoignages). Le matin du départ pour Bruxelles, j'étais assis dans un restaurant près de la Chambre (« chez Marius »), en face de notre regretté Vaillant. En s'adressant à moi le leader vénéré du Parti me dit : « Vous verrez. Je les connais (il parlait des députés socialistes). La guerre déclarée, ils deviendront tous patriotes. Il y aura peut-être, dans la suite des révolutions, mais ce seront des révolutions anarchiques, des révolutions de misère. »

Vaillant fut sinon le premier, du moins le plus ardent des « patriotes » convertis au socialisme de guerre.

Sic transit gloria mundi. Les chefs les plus convaincus, les plus remarquables et les plus méritants de la Deuxième ne résistèrent pas à l'invasion des idées nationalistes. C'est un phénomène qui réclame impérieusement une explication... Nous essaierons de la donner, dans la mesure de nos forces. Car le sphinx du socialisme de guerre nous dit : « explique-moi, ou je te dévore »...

Autre souvenir. Dans le train qui, à toute vapeur, nous transportait, pour la dernière fois, vers le B. S. I. de Bruxelles, se trouvaient, dans le même compartiment de première classe (voyage gratuit), Jules Guesde, E. Vaillant, J. Longuet, le citoyen et la citoyenne Sembat. La conversation fut variée et au plus haut degré intéressante. Elle roulait, avec Jaurès, Vaillant et Sembat, sur *omnibus rebus quibusdam aliis*. Ce fut un régal. Jules Guesde ne disait mot, concentré dans sa pensée.

Quelques minutes avant l'entrée du train à la gare de Bruxelles, l'apôtre du socialisme marxiste en France sortit brusquement de son mutisme prolongé et prononça ces paroles qui sont restées profondément gravées dans ma mémoire :

« Je ne comprends pas votre obsession de la

(1) Le député « guesdiste » M...s qui dans toute cette question a continuellement observé une attitude équivoque l'insulta grossièrement.

guerre. La guerre est la mère de la Révolution. »

Ces paroles furent suivies d'un silence un peu gêné. Je les blâmais plus tard dans une conversation particulière avec Jaurès qui me donna raison. En effet, la guerre ne peut servir la Révolution que lorsqu'elle est combattue. L'expérience tragique de la guerre mondiale a prouvé que les partisans de la guerre, quels que soient les motifs qui les guident, deviennent les adversaires les plus acharnés de la Révolution. Les épouseurs de la « mère » ont lâché carrément la « fille » et tourné le dos à la révolution russe, née on ne peut plus légitimement de la guerre. *Le socialisme de guerre est, par son essence, contre-révolutionnaire.*

Nous avons assisté avec stupeur à la défaillance des chefs de la section française de la Deuxième Internationale. Je fais de nouveau appel à mes souvenirs que d'autres camarades, espérons-le, compléteront.

La mort de Jaurès, l'entrée en scène des bouchers nationalistes et « patriotes », au lieu d'électriser les masses, a complètement démoralisé certains chefs. Pour sauver leur tête des coups à la Villain, ils ont préféré la perdre eux-mêmes. Je me rappelle qu'au moment où le commandant G... (un des rares militaires antimilitaristes — qui en sait long sur l'attitude des hommes « prêtés à la défense nationale ») faisait transporter le corps de la première victime du capitalisme nationaliste, au milieu du silence général et des pleurs sincères, ne pouvant maîtriser ma colère et mon indignation, j'ai lancé le cri de : « A bas la guerre ! » Immédiatement, des bras vigoureux m'ont, par derrière, imposé silence. Je regrette de n'avoir pas vu ce « patriote » zélé qui, peut-être, était doublé d'un ancien « grève-généraliste ».

Le lendemain de la mort de Jaurès, le 1^{er} août, je rencontrais, en compagnie de M. Painlevé, alors simple député, que j'ai cherché à persuader de la nécessité d'une action contre la guerre, deux députés socialistes, le citoyen M...s, déjà cité, et son ami P...t, qui, plus que joyeusement, déclaraient qu'ils espéraient bien que, cette fois, on voterait les crédits de guerre. Je le répète : ceci se passait le 1^{er} août, alors que le sang de Jaurès n'était pas encore séché et que l'agression allemande n'avait pas encore eu lieu...

On sait, *grosso modo*, ce qui s'est passé aux obsèques de Jaurès. Le seul discours antinationaliste fut celui de Vaillant que le dissident Lev... traitait devant moi, pour ces paroles « déplacées », de « vieux radoteur ». Je n'ai pas pu m'entretenir avec des députés socialistes. Je me rappelle seulement que, seul de tous les députés, Brizon m'aborda en demandant, avec un air inquiet, mon avis sur le vote des crédits. J'ai naturellement répondu : « Ne votez pas ! » en invoquant l'exemple de Bebel-Liebkecht lors de « l'agression » française de 1870.

Ma stupeur et ma douleur furent grandes lorsque j'ai assisté, de la tribune de la presse, au spectacle attristant d'une centaine de dépu-

tés socialistes, retour des obsèques de Jaurès, applaudissant à tout rompre et debout les discours aussi officiels que grossièrement nationalistes prononcés à la Chambre. Pas un mot de déclaration socialiste, pas un mot de protestation, pas la moindre réserve. L'état de siège, la censure furent votés dans un silence recueilli et patriotique.

Il faut souligner ici que l'attitude de la fraction social-démocrate au Reichstag fut un peu plus socialiste. Elle discuta longuement le vote. 14 voix environ — Haase en tête — se prononcèrent contre le vote des crédits. Une déclaration, dénonçant le caractère impérialiste de la guerre, fut lue par Haase, président, au nom de la fraction socialiste tout entière. Et nos social-patriotes osent insulter les social-démocrates « traîtres au socialisme » ! Oui, traîtres ou faibles (Haase), mais ce n'est pas aux traîtres et demi, de dénoncer leurs confrères en trahison.

Dans notre prochain article, nous essaierons d'expliquer la triste fin de la Deuxième Internationale, morte, mais pas encore enterrée.

Charles RAPPOPORT.

Sur la Révolution russe et l'Internationale Communiste

IL FAUT LIRE :

| | |
|---|------|
| Boukharine. — Le Programme des Communistes | 1 25 |
| Antonio Coen. — La vérité sur l'Affaire Sadoul | » 50 |
| Lénine. — Lettre aux Ouvriers américains. | » 25 |
| Lénine. — Les Problèmes du Pouvoir des Soviets | » 50 |
| Marchand. — Lettres à MM. Poincaré et Albert Thomas | » 25 |
| Arthur Ransome. — Pour la Russie | » 25 |
| Arthur Ransome. — Six semaines en Russie | 3 50 |
| René Reynaud. — Petit Catéchisme bolchevik | » 25 |
| Jacques Sadoul. — Vive la République des Soviets ! | » 40 |
| Jacques Sadoul. — Notes sur la Révolution bolchevique | 7 50 |
| Boris Souvarine. — Eloge des Bolcheviks .. | » 60 |
| Boris Souvarine. — La Troisième Internationale | » 50 |
| Léon Trotsky. — L'Avènement du Bolchevisme | 4 » |
| Tchitcherine. — Terreur blanche et Terreur rouge | » 10 |
| X... — Manifeste et Résolution (plateforme) de l'Internationale communiste | » 50 |
| X... — Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie .. | » 30 |
| X... — Hommage à la République des Soviets, par : Henri Barbusse, Jean d'Espouy, Noël Garnier, R. Lefebvre, J. Longuet, M. Martinet, Georges Pioch, A. Pierre, Ch. Rappoport, Boris Souvarine, Vaillant-Couturier | 1 25 |

Librairie de la Vie Ouvrière, 96, quai Jemmapes, Paris.

(1) Je parle du Parti socialiste. Je ne connais qu'indirectement ce qui s'est passé à la C. G. T.

Le Mouvement Communiste en Russie

Le parti, les unions professionnelles, les coopératives, les soviets

Nous publions ici un extrait du Rapport du camarade Zinoviev, au Premier Congrès de la 3^e Internationale (mars 1919), concernant les diverses formes d'organisation des travailleurs en Russie.

Avant la révolution d'octobre, notre Parti comptait environ 40.000 membres. Actuellement, à la veille du huitième Congrès ordinaire du Parti Communiste, nous comptons en Russie environ 500.000 membres.

Peut-être, est-ce peu, mais nous devons comprendre qu'il nous est impossible d'ouvrir toute grande la porte à tous les éléments désireux d'entrer dans notre Parti. Sans doute, il nous vient les meilleurs éléments de la jeunesse ouvrière, et nous les acceptons volontiers. Mais comme notre Parti ne trouve au pouvoir il est compréhensible qu'un assez grand nombre de « carriéristes », d'éléments petits-bourgeois douteux s'efforcent d'y pénétrer. Aussi notre Parti a-t-il décidé nettement et unanimement de dresser une barrière en face de ces éléments.

Notre comité central a décidé de priver certaines catégories de membres du Parti du droit de vote au Congrès du Parti. Sans doute, il est anormal de recourir à la restriction du droit de vote dans les rangs du Parti, mais, je le répète, tout le Parti a approuvé cette mesure, car nous désirons que le Parti constitue un tout homogène, qu'il n'y ait effectivement que des communistes.

Il s'agit donc en fait de 500.000 membres entre les mains desquels se trouve toute la machine étatique, de haut en bas. Le noyau du Parti est formé par les ouvriers. La classe dite « intellectuelle » est faiblement représentée dans nos rangs. Ce n'est que durant les derniers temps qu'on a pu noter de la part de cette dernière un changement d'attitude. Une partie de l'élément « intellectuel » a consenti à travailler avec nous dans les soviets, mais son acceptation dans les rangs du Parti rencontre des difficultés.

La seconde forme revêtue par notre organisation ouvrière, est celle des Unions Professionnelles. Le développement historique de nos Unions professionnelles a été différent de celui constaté en Allemagne. En 1904-1905, ces Unions ont joué un grand rôle révolutionnaire et, à l'heure actuelle, combattent avec nous côte à côte pour le socialisme.

Les Unions Professionnelles en Russie comptent actuellement 3.500.000 membres. Ce chiffre a été vérifié lors du dernier congrès des unions professionnelles. L'immense majorité des membres de ces unions, partage les points de vue de notre Parti et toutes les décisions prises par cette majorité sont dans l'esprit de notre Parti. Il n'y a qu'une minorité peu importante qui défend au sein des unions

professionnelles l'idée de la « neutralité » et de l'« indépendance » du mouvement professionnel. La majorité trouve indispensable de travailler de concert avec les Communistes.

Un courant assez fort réclame l'étatisation des unions professionnelles pour que celles-ci soient une partie formelle du gouvernement soviétiste. En fait, les unions professionnelles fonctionnent déjà maintenant en qualité de rouages de notre machine étatique. Dans les questions de tarif, de salaire, les décisions sont prises par le Conseil des Commissaires du peuple, mais le dernier mot appartient aux unions professionnelles. Il en est de même pour les autres questions, notamment pour l'assurance des ouvriers, etc...

La troisième forme de notre organisation est celle des coopératives. Actuellement, nous avons 25.000 coopératives, le nombre total des membres des coopératives ouvrières urbaines est de 2.000.000 et celui des membres des coopératives rurales de villages est de 10.000.000 ; si l'on fait entrer en ligne de compte les membres des familles représentées par membres inscrits dans toutes ces coopératives, on peut affirmer qu'elles englobent en tout plus de 50.000.000 d'individus.

Mais la forme essentielle de notre organisation est représentée, comme chacun sait, par nos soviets. Il est assez difficile de dire combien d'individus — ouvriers et paysans — sont organisés en soviets. En tout cas, nous pouvons déclarer qu'après que nous avons élaboré notre constitution soviétiste, le droit électoral s'est étendu progressivement également à la classe formée par les couches moyennes de la population. Les élections au soviet des députés ouvriers de Petrograd sont, par exemple, une illustration de ce phénomène. 650.000 individus environ jouissent à Petrograd du droit de vote. Plus des 2/3 ont pris part aux élections. Plus des 9/10 de la population jouit du droit électoral. Je pense que l'exemple de Petrograd est caractéristique pour toutes nos villes et l'on peut, je crois, affirmer que plus de cent millions d'individus jouissent dans notre République soviétiste des droits électoraux et en font usage. Notre Parti a 35 journaux. Il paraît en Russie plus de 100 journaux soviétistes qui sont les organes des paysans et des soldats.

G. ZINOVIEV.

La Revue Communiste

Mensuelle

Directeur : CH. RAPPOPORT

Le numéro : 3 francs

Paris

12, rue Grange-Batelière (9^e)

Un discours de Jacques Sadoul

Le 19 décembre 1918, notre camarade Jacques Sadoul prononçait à Petrograd, dans un grand meeting international, un discours dont le texte a été, jusqu'à ce jour, inconnu en France. Nous en publions ci-dessous la sténographie. Ces paroles admirables pour la franchise et la pensée révolutionnaires qui les animent, dissipent les équivoques soigneusement cultivées par certains « centristes » français, qui prétendaient récemment encore, exploiter contre la gauche du Parti l'attitude politique de Sadoul avant son adhésion au Communisme.

Camarades !

Dès fin août 1914, j'écrivais que, des ruines de la grande guerre déchainée par les classes capitalistes, nous aurions le devoir de faire jaillir la révolution sociale. Je n'en croyais pas moins à la pureté relative des buts défensifs de l'Entente, à la nécessité primordiale d'abattre le militarisme prussien. Socialiste de gauche, je n'en avais pas moins été troublé par l'accumulation prodigieuse de calomnies et de faux, fabriqués contre les bolcheviks. Le premier octobre 1917, quand je rejoignis en Russie la mission militaire française, je penchais à croire que, combattre le bolchevisme, c'était défendre la révolution russe, et par conséquent la révolution mondiale.

Que cette confession publique soit le châtiement d'une trop grande naïveté partagée alors par presque tous les socialistes européens, dupes et complices inconscients de leurs politiciens.

Quelques semaines suffirent pour dissiper la plupart de mes préventions contre le bolchevisme. Quelques mois de vie révolutionnaire firent de moi un bolchevik. Arrivé à Petrograd, voici quatorze mois, comme capitaine de l'armée blanche française, j'y reviens aujourd'hui, avec plus de fierté, comme engagé volontaire dans l'armée rouge russe.

Il n'est pas un socialiste doué de quelque clairvoyance et de quelque honnêteté, à qui le spectacle de vos luttes, de vos souffrances, de vos succès politiques et économiques, n'ait imposé cette évolution. Et c'est pourquoi nous voyons participer à ce grand meeting des représentants des prolétariats de tous les continents, unis pour vous crier, camarades russes, l'admiration et la reconnaissance vouées par la classe ouvrière mondiale aux ouvriers et aux paysans révolutionnaires de Russie.

Mais le temps presse et d'autres sauront mieux que moi vous dire quelles espérances infinies votre grand geste libérateur a fait éclore dans le cœur de tous les hommes de la terre. Je voudrais me borner ce soir à évoquer un souvenir qui revenait

à ma mémoire, quand tout à l'heure je longeais les quais magnifiques de votre Néva Rouge, dont les flots roulent, jusqu'aux extrêmes limites de l'Occident, la semence communiste.

Le 18 décembre 1917, il y a un an et un jour, j'accompagnais le camarade Trotsky chez M. Noulens, ambassadeur de France. L'heure était critique. L'armistice venait d'être signé à Brest. Les pourparlers de paix allaient s'engager. Le pouvoir des Soviets savait que l'armée russe, épuisée par quarante mois de guerre impérialiste, désorganisée par l'impéritie des généraux et par la trahison des ministres du tsar, décomposée par l'anarchie de Kerenski, n'accepterait plus une reprise immédiate des hostilités. Il savait que l'Allemagne ne reconnaissait pas d'autre droit que le droit de la force et qu'elle abuserait de sa puissance. Mais il ne voulait pas signer la paix à tout prix.

L'Entente, d'abord atterrée par les succès inattendus de la révolution d'octobre, paraissait comprendre enfin quelle faute et quels crimes elle commettrait en abandonnant la Russie à la merci des Empires centraux. Cent fois, j'avais répété à Noulens : « Si les Alliés acceptent les buts de guerre de la révolution russe, s'ils s'engagent à ne pas intervenir dans les affaires intérieures de la Russie, le pouvoir des Soviets, au cas vraisemblable où les exigences de l'Allemagne seraient excessives, n'hésiteraient pas à rompre les pourparlers de paix et à accepter notre concours militaire. »

L'ambassadeur semblait convaincu. L'entrevue Noulens-Trotsky, préparée par moi, demandée par Noulens, acceptée par Trotsky, m'apparaissait comme un premier pas vers une politique de rapprochement. L'entretien fut long, courtois, presque cordial. M. Noulens se déclara extrêmement impressionné par l'éloquente et vigoureuse dialectique de Trotsky. En sortant de l'ambassade, le Commissaire du peuple aux affaires étrangères me dit : « J'ai accepté cette entrevue parce que nous avons le devoir de ne négliger aucun moyen pour entrer en contact, fût-ce à travers leurs gouvernants réactionnaires, avec les démocraties occidentales, et pour tenir tête aux bandes du kaiser. Mais je n'ai aucune confiance dans la parole de votre ambassadeur. Ce bourgeois médiocre est, par-dessus tout, un capitaliste et un défenseur du capital. Il a moins la crainte d'une défaite qui écraserait la « patrie » que la terreur d'une révolution qui ruinerait sa classe. Son rêve, et celui du gouvernement qu'il représente, serait d'ancrer à la fois l'Allemagne conquérante et le bolchevisme. Mais si l'histoire permettait de choisir, et, s'il fallait se résoudre à n'abattre qu'un des deux adversaires, il préférerait laisser vivre l'Allemagne impérialiste et étrangler la Révolution russe. Je ne crois pas que les Alliés puissent accepter de réviser honnêtement leurs buts de guerre et s'engager loyalement à ne pas intervenir dans nos luttes intestines. Mais si demain, par impossible,

entre la Russie soviétique et l'Entente bourgeoise une alliance militaire était conclue sur ces bases, elle serait essentiellement provisoire. La lutte engagée entre le capital et le travail est une lutte à mort. M. Noulens et ses pareils sont et demeureront les ennemis implacables des prolétaires de Russie et du monde entier. »

Camarades, j'accusais alors le camarade Trotsky de pousser le pessimisme jusqu'au paradoxe. Les événements ont cependant montré qu'il avait tout à fait raison. Les conditions abominables de l'armistice récemment imposé à l'Allemagne viennent d'arracher le masque de vertu qui couvrait le visage des hommes d'Etat de l'Entente. L'impérialisme de ces bandits est révélé au monde dans toute sa cruauté. La paix qu'ils préparent assurera l'asservissement des peuples faibles et vaincus à l'oligarchie financière anglo-franco-américaine. Elle sèmera le germe de guerres nouvelles. Elle aggravera le degré de misère et d'esclavage des masses travailleuses de tous les pays. Le premier devoir des prolétaires, et d'abord des prolétaires de l'Entente victorieuse, est de s'opposer par tous les moyens à cette paix de pillage et de barbarie. Comme l'écrivait récemment Maxime Gorki, l'heure est venue pour les travailleurs de choisir entre la tyrannie et la liberté, entre Wilson et Lénine.

Il semble bien que la classe ouvrière française ait compris. Les acclamations qui, à notre Congrès socialiste d'octobre, ont salué les mots d'ordre du bolchevisme, la majorité passée des éléments de droite aux éléments du centre, les protestations véhémentes élevées contre l'intervention alliée en Russie, tout démontre que la conscience révolutionnaire de nos prolétaires se réveille enfin. Ils ont compris que ce qu'il convient de protéger par-dessus tout, c'est la Révolution russe, qu'il faut à tout prix empêcher que soit renversé ce grand phare qui projette sur le monde ébloui la lumière immense de la vérité nouvelle.

Il serait insensé de tenter de prévoir, de fixer en dates précises la marche de l'Histoire. Sûr de la volonté révolutionnaire des socialistes de gauche français, je puis affirmer que, déjà, malgré le manque d'informations exactes, ils ont instinctivement pressenti la profonde signification de votre mouvement. Le jour ne peut plus être éloigné, malgré leur épuisement et malgré l'enivrement de la victoire, malgré tous les obstacles dressés sur leur route, malgré la timidité et malgré la trahison de la plupart de leurs chefs, où les travailleurs français pousseront le cri de guerre contre l'impérialisme, contre le capitalisme et d'abord contre les ennemis de la Révolution russe.

Et quand les ouvriers français auront engagé la lutte, quand ils auront ajouté la puissance de leur action organisée à l'action de leurs frères de Russie, d'Autriche et d'Allemagne, alors l'aube splendide de l'ère socialiste illuminera le monde, alors les prolétaires français auront payé un peu de l'énorme dette que tous les travailleurs du monde ont contractée envers l'héroïque peuple de Russie, alors la Grande Révolution Proletarienne sera invincible.

UN APPEL aux Socialistes Français

Un appel aux socialistes a été lancé, avant le congrès de Strasbourg, par des militants et des écrivains de l'extrême-gauche, en faveur de la Troisième Internationale. En voici le texte :

En prévision du Congrès de Strasbourg, les socialistes soussignés font appel aux militants, aux sections, aux fédérations du Parti, et les convient à se rallier au programme, à l'action, à l'organisation de l'Internationale Communiste.

Ils constatent la disparition de la Deuxième Internationale et la faillite de sa politique, la faillite de son passé de guerre, de ses habiletés réformatrices, débiles, hypocrites, en face de l'extrémisme capitaliste.

Tout ce qu'il y a de sain dans le socialisme international répudie cette organisation déçue, et ses éléments les plus compromis, laissés seuls à seuls, n'osent même plus se rencontrer en Congrès.

La Troisième Internationale rassemble tous les socialistes révolutionnaires du monde. Elle répudie tout socialisme de guerre passé ou futur, préconise l'intransigeance révolutionnaire et l'instauration de la dictature du prolétariat par le régime des conseils de travailleurs, se substituant à la fausse démocratie bourgeoise parlementaire. Ce régime seul peut faire triompher la révolution, organiser la production au bénéfice des producteurs et instaurer le communisme.

Le temps des hésitations est passé et la bataille sociale engagée partout exige la fermeté dans la doctrine, l'adhésion pure et simple à l'action révolutionnaire, à l'action des masses sous toutes ses formes, de l'agitation électorale à l'effort révolutionnaire selon les circonstances.

Il faut que le Parti répudie ceux qui, depuis longtemps, ont renié la révolution, l'Internationale, tout ce qui fait notre raison de combattre et de vaincre, et qu'il ne tolère plus en pleine action une trahison interne pire que la défection nette. Il faut qu'il donne son adhésion immédiate à la Troisième Internationale et qu'il concoure à réaliser le projet du parti socialiste italien, de fédérer les organisations socialistes d'Europe occidentale adhérentes à l'Internationale communiste, pour intensifier l'action socialiste et révolutionnaire.

OSCAR BLOCH, ANTONIO COEN, FARGUE, JEAN HERMITTE, RAYMOND LEFEBVRE, F. LORJOT, VICTOR MÉRIC, LUC MÉRIGA, FERNAND MORELLE, GEORGES PLOCH, CH. RAPPOPORT, RENÉ REYNAUD, BORIS SOUVARINE, ROBERT THAL, TREINT, VAILLANT-COUTURIER.

La Vie Ouvrière

Hebdomadaire

Paraît tous les vendredis

En vente partout : 15 centimes

Paris

96, quai Jemmapes (10^e)

A LA MÉMOIRE DE JAURÈS

Zinoviev, secrétaire du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, a adressé le radio suivant, au camarade Loriot, secrétaire du Comité de la 3^e Internationale :

Cher camarade Loriot !

Cinq ans se sont écoulés depuis le jour mémorable où la bourgeoisie française, par la main de son agent Villain, a tué traitreusement le glorieux tribun des ouvriers français, Jean Jaurès. L'assassinat de Jaurès fut un triomphe non seulement pour la bourgeoisie française, mais aussi pour la bourgeoisie russe. L'enquête n'a pas établi exactement le rôle joué par l'ambassade du tsar à Paris dans l'assassinat de Jaurès. D'ailleurs, cette enquête ne s'était pas assigné pour but de découvrir les véritables auteurs de ce crime monstrueux, mais bien au contraire d'effacer leurs traces. Elle a été menée de façon à permettre à la justice de classes d'acquiescer l'assassin de Jaurès, ce à quoi ont réussi les agents du capital français.

Soit dit entre parenthèses : il est hors de doute que la bande tsariste et la bourgeoisie monarchiste de la Russie non seulement ont approuvé l'infâme assassinat de Jaurès, mais encore l'ont inspiré jusqu'à un certain point. MM. Milbukoff et Sazonoff, qui ont trouvé un chaleureux accueil à la Bourse de Paris, ont certainement poussé un soupir de soulagement quand ils apprirent, le 1^{er} août 1914, que Jean Jaurès, — qui avait voué une haine ardente à l'alliance de réaction franco-russe et qui était l'ennemi passionné de la boucherie impérialiste, — n'était plus au nombre des vivants.

Aujourd'hui, quand les ouvriers du monde entier commémorent la triste date du cinquième anniversaire de la mort du chef aimé des prolétaires français, nous nous rappelons ce que disait Jaurès, fort peu de temps avant son assassinat. Vous vous souvenez, camarade Loriot, du discours prononcé par feu Jaurès quatre jours avant sa mort, dans une réunion publique à Lyon-Vaise. Déjà alors les grandes lignes de la tuerie impérialiste imminente se dessinaient avec une netteté parfaite. Jaurès voyait très clairement que la guerre, préparée par la bourgeoisie des deux coalitions pendant une série d'années, était inévitable. Dans ce remarquable discours, qui fut le chant du cygne du grand tribun, Jaurès s'exprimait ainsi :

« Citoyens ! La note envoyée par l'Autriche à la Serbie est pleine de menaces. L'Allemagne déclare, par la bouche de ses ambassadeurs, qu'elle agira solidement avec l'Autriche... Pourtant il ne s'agit pas seulement de l'alliance entre l'Autriche et l'Allemagne, et le traité secret entre la France et la Russie tsariste, traité dont les points essentiels sont connus, entre également en jeu... Dans l'instant pénible que nous traversons et qui est

gros de si grands dangers pour nous tous, pour toutes les parties, je n'ai pas à chercher longtemps les coupables. Lorsque nous (les socialistes français) nous disions que pénétrer par la violence, à main armée au Maroc, signifiait ouvrir en Europe l'ère des collisions, des conquêtes et des conflits, on nous traitait de mauvais Français. Notre politique marocaine, voilà une part de notre responsabilité (c'est-à-dire de la France). Le fait devient encore plus clair, si vous vous rappelez que la question de Bosnie-Herzégovine est le motif qui a trouvé la base de la lutte entre l'Autriche et la Serbie, et que, lorsque l'Autriche annexa la Bosnie et l'Herzégovine, nous, Français, nous n'avions ni le droit ni la force de nous y opposer, précisément parce que nous étions occupés au Maroc, parce que, en absolvant les péchés d'autrui, nous nous efforçons d'obtenir de cette façon l'absolution de nos propres péchés...

« Et notre ministre des Affaires étrangères déclara alors à l'Autriche :

« — Nous vous cédon la Bosnie et l'Herzégovine, à condition que vous nous cédiez le Maroc. »

« Nous déclarâmes à l'Italie :

« — Tu peux diriger tes pas vers Tripoli, puisque je me suis faulxé au Maroc, tu peux voler à l'autre bout de la rue pendant que je vole dans ce coin-ci ! »

Ces deux brefs dialogues qui résumaient, d'après Jaurès, le fond même de la politique étrangère des « grandes » puissances telles que la France, l'Autriche, l'Italie, sont suffisamment transparents...

Mais écoutez la suite :

« La Russie désire prendre fait et cause pour les Serbes — continue Jaurès, — et elle tiendra peut-être ce langage : « Mon âme de grand peuple slave ne peut admettre qu'on exerce des violences envers le petit peuple slave de Serbie ». « Fort bien ! Mais qui donc a porté un coup au cœur de la Serbie ? Lorsque la Russie intervint en 1877 dans les événements balkaniques et lorsqu'elle créa, si l'on peut dire, la Bulgarie « indépendante », avec l'intention de mettre la main dessus, elle (la Russie tsariste) dit alors à l'Autriche : « Donne-moi ma liberté, l'action et je te confierai en échange l'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine ». « Lors de l'entrevue très connue du ministre russe des Affaires étrangères avec celui d'Autriche, la Russie tsariste a dit à l'Autriche : « Je te permettrai d'annexer la Bosnie et l'Herzégovine, à condition que tu me permettes de me frayer une issue vers la mer Noire, à proximité de Constantinople. »

Résumant la situation, Jaurès dit littéralement :

« La politique coloniale de la France, la politique ténébreuse de la Russie tsariste, la volonté de l'Autriche encline à la violence, voi-

là ce qui a contribué à créer l'affreuse situation où nous nous trouvons. »

Et il tira la conclusion pratique :

« Citoyens ! Si la guerre éclate comme un orage, nous tous, socialistes, devons-nous nous préoccuper de nous sauver le plus vite possible du crime commis par les classes dirigeantes... » (*)

Telles furent les paroles prophétiques de Jaurès. Mais à peine les yeux de Jaurès se furent-ils fermés pour toujours, que ses chétifs « épigones » passèrent du côté de la bourgeoisie française qu'ils continuent de servir fidèlement jusqu'à ce jour. Jean Jaurès haïssait passionnément la malhonnête alliance franco-russe, entachée de violence, c'est-à-dire l'alliance de la ploutocratie française avec le tsar et la bourgeoisie russe. Les social-traitres français, tout en affirmant cyniquement que les enseignements de Jaurès sont sacrés pour eux, demeurent fidèles aux traditions de cette alliance franco-russe réactionnaire. Car l'appui fourni à Koltchak, le fait de soutenir Sazonoff, Savinkoff, Maklakoff et Tchaikovsky, c'est la continuation (dans des conditions différentes seulement) de l'alliance, basée sur la violence des bandits du capital français avec les vautours du capitalisme russe chassés de Russie.

La bourgeoisie française, qui a inspiré l'assassinat de Jaurès, joue maintenant le rôle de l'élément le plus réactionnaire existant parmi les impérialistes internationaux. Elle organise ouvertement une campagne contre la rouge Hongrie et contre le gouvernement ouvrier et paysan de Russie. Elle s'est tellement enhardie qu'elle proclame ouvertement pour son héros Villain, l'assassin, dont elle a obtenu l'acquiescement en lançant un défi à la classe ouvrière française.

Mais le prolétariat français, nous en sommes persuadés, restera fidèle aux meilleures traditions de Jaurès. C'est le sang de Jaurès qui a cimenté les premiers détachements des ouvriers internationalistes français. L'érection de son monument à Paris a été l'occasion de la première manifestation en masse des ouvriers français en l'honneur de la révolution prolétarienne russe et en faveur de la dictature du prolétariat.

Les ouvriers russes ont élevé dans leur capitale rouge, Moscou, dès l'année dernière, un monument à Jean Jaurès.

Si Clemenceau et Pichon avaient les mains entièrement libres, nous sommes persuadés qu'en réponse à cet acte ils auraient érigé aux Champs-Élysées un monument à Nicolas Romanoff et à Grégoire Raspoutine. Les gens qui ont acquitté Villain sont capables d'un tel cynisme.

Jaurès a appris aux ouvriers français à haïr le tsarisme russe. Il considérait comme un des principaux buts de sa vie de démasquer

* Ce discours a été édité en brochure spéciale à Paris. *Les Causes de la guerre*. Discours de Jean Jaurès. Imprimerie spéciale de la Fédération du Tonneau.

l'alliance de réaction de la bourgeoisie française avec la ploutocratie russe. Cette propagande de Jaurès a pénétré profondément au cœur du prolétariat français. La semence répandue par Jaurès donnera, nous en sommes convaincus, une riche moisson. Les ouvriers français serrent les rangs chaque jour davantage. Ils voient maintenant clairement quand la guerre a été menée « jusqu'au bout », que le capital français a remporté une « victoire complète », que l'impérialisme français a imposé au peuple allemand la paix de brigandage qu'est la paix de Versailles. Et après ! L'ouvrier français a-t-il l'existence plus facile. Le paysan français s'est-il enrichi, le soldat français peut-il respirer librement ? Non, et mille fois non ! Comme auparavant, la bourgeoisie continue à nager dans le luxe, comme auparavant des dizaines de millions de travailleurs continuent à mener une existence misérable.

La révolution prolétarienne mondiale est irrévitable. C'est maintenant clair pour tous ceux qui veulent regarder les événements en face.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste envoie en votre personne, camarade Lorient, un salut fraternel à la classe ouvrière française, aux travailleurs paysans, aux soldats et aux marins loyaux de votre pays. La mémoire de votre chef Jean Jaurès est vénérée par les ouvriers conscients de tous les pays. Gloire et souvenir éternels à Jean Jaurès !

Vive la Révolution prolétarienne universelle !

*Le président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste,
G. ZINOVIEV.*

Le 31 juillet 1919.

Pas de collaboration avec les "reconstructeurs"

Dans sa séance plénière du 13 février 1920, le Comité de la 3^e Internationale, après une discussion approfondie, a voté la résolution suivante :

Le Comité, constatant que les militants socialistes et ouvriers n'ont pas, du fait même de la constitution du *Populaire*, la possibilité de faire en sorte que ce journal soit placé sous leur direction et leur contrôle ;

Décide de ne pas collaborer à la rédaction de ce journal et de créer l'organe de combat qui lui fait défaut ;

Mandate ses membres appartenant au Parti pour réclamer de celui-ci l'application de la proportionnelle dans la répartition des subventions accordées éventuellement par la Fédération de la Seine et le Parti aux journaux de tendance,

Correspondance Internationale

RUSSIE

Les tentatives des Alliés pour isoler économiquement la Russie soviétiste causent avant tout un immense dommage aux pays mêmes dans lesquels l'impérialisme domine. Les matières premières existant en Russie soviétiste comme le lin, le chanvre, le bois, le platine, etc., s'accumulent et ne peuvent être utilisées autant qu'elles devraient l'être. D'autre part, la Russie soviétiste pourrait être un des consommateurs les plus grands et les plus puissants du marché mondial et l'importation sur son territoire favoriserait puissamment le développement de l'industrie mondiale.

Le Conseil supérieur de l'Economie nationale a fait le total des besoins de la Russie soviétiste qui pourraient être satisfaits par les importations, et il est arrivé aux résultats suivants : Les demandes les plus importantes concernent les machines de toutes sortes et principalement les machines agricoles. Le pouvoir des Soviets considère comme une de ses tâches principales la fourniture à l'agriculture de machines et instruments agricoles. La classe paysanne ayant considérablement augmenté, sa surface agricole demande davantage de machines agricoles. En outre, le pouvoir des Soviets a organisé sur les anciens domaines des grands propriétaires de nombreux domaines soviétistes exploités par les méthodes les plus perfectionnées et exigeant des machines relativement complexes. Les domaines occupent un million et demi d'hectares. Bien que l'industrie de la Russie soviétiste s'efforce d'augmenter sa production de machines et instruments agricoles, la production intérieure ne peut cependant couvrir, comme l'ont montré les données de l'année dernière, que vingt à vingt-cinq pour cent des demandes. Quatre-vingt pour cent pourraient être satisfaits par l'importation de l'étranger. Ensuite, le Conseil de l'Economie nationale a concentré actuellement entre ses mains 3.000 entreprises nationalisées choisies parmi les plus importantes et représentant au point de vue de la production quatre-vingt-dix pour cent de toute l'industrie. Ces entreprises sont organisées en trusts d'Etat, comme par exemple celui des usines mécaniques et métallurgiques, celui des usines électro-techniques des mines, plusieurs trusts textiles comprenant chacun de cinq à dix entreprises.

L'industrie nationalisée a en sa possession une quantité suffisante de matières premières, sauf pour le coton. Mais au point de vue des machines et des pièces détachées de machines ou des matériaux accessoires, ses besoins sont loin d'être satisfaits. Le devis présenté par les sections du Conseil de l'Economie nationale pour l'importation de l'étranger se monte à 24 milliards de roubles. Nous nous ressentons également du manque de médicaments et de produits chimiques de toutes sortes, ainsi que de moteurs d'automobiles, etc., qui pourraient être importés.

Ainsi la Russie soviétiste, avec son économie nationalisée et centralisée, présente un immense marché pour les échanges internationaux.

La politique impérialiste poursuit son travail destructeur en empêchant le développement économique et l'activité industrielle des peuples. Au contraire, la politique économique du pouvoir des Soviets consiste à créer une collaboration réelle de tous les peuples dans le domaine des relations économiques. A cette collaboration, il invite les travailleurs du monde entier.

*Le Vice-Président du Conseil supérieur
de l'Economie nationale :
MILIOUTINE.*

AUTRICHE

Chaque révolution nous met en face d'événements imprévus. C'est au cours de son développement que se posent de nouveaux problèmes qui, peu approfondis jusqu'à ce moment, n'ont guère été discutés. En général, ces problèmes se résolvent dans la révolution se portant d'étape en étape, et par la révolution dont le souffle ardent fait mûrir les choses beaucoup plus vite qu'en des temps plus « pacifiques ».

Cependant il y a des circonstances où le développement révolutionnaire doit subir une interruption ou une stagnation temporaires, ce qui empêche alors la solution immédiate des questions surgissantes de la révolution. Dans ce cas, les discussions théoriques commencent et cherchent à éclaircir la situation, à grouper les faits et à en dégager le parti à prendre. La « révolution » de novembre 1918 nous a mis dans une pareille position.

Cette prétendue révolution s'est déroulée plus lentement que nous ne l'avions espéré. Interrompue par nos social-patriotes avant même qu'elle ait pu balayer tous les produits du féodalisme (nous avons encore l'enseignement confessionnel dans nos écoles, le droit matrimonial du Vatican dans notre code civil), elle s'est contentée de révéler d'une façon assez modeste le principe organisateur de la société à venir : *les Conseils d'ouvriers et de soldats*.

Mais ces Conseils se sont paralysés eux-mêmes ; ces organes destinés à être les dépositaires du pouvoir révolutionnaire ont abdicqué, sans résistance, dans les mains de l'Assemblée nationale, dont la majorité est bourgeoise. Les Conseils en Allemagne, au contraire, sont devenus, après l'exode des démocrates bourgeois et des socialistes « majoritaires », de vrais centres du combat pour l'émancipation prolétarienne. L'Autriche est le pays classique de l'assoupissement des contrastes... Tandis qu'en Allemagne il a fallu que Noske brisât et écrasât les Soviets, l'Autriche n'a pas eu besoin d'un Noske pour abattre des Conseils récalcitrants. Je ne veux pas dire par là que les social-démocrates autrichiens manquent d'un personnage doué des qualités éblouissantes d'un Noske. Les circonstances l'exigeant, il se trouvera. En Allemagne règne la contre-révolution ouverte, brutale ; elle s'y est établie après des combats sanglants, menés jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire absolue et

écrasante de l'un des adversaires, et les Soviets furent perdus. En Autriche, elle est moins ouverte et moins brutale; s'étant insinuée chez nous lentement, sans user de trop de violence, la contre-révolution n'a pas supprimé les Conseils d'ouvriers. Mais elle leur a ôté toute fonction gouvernementale...

Notre « révolution » est entrée dans la période de stagnation justement dans un moment où la bourgeoisie était trop faible pour s'opposer aux travailleurs et où ceux-ci, aveuglés par les promesses des social-traitres, étaient hors d'état d'imposer aux capitalistes la dictature des Conseils. C'est de ce moment que date la coexistence des organes du prolétariat révolutionnaire et de l'organisme d'Etat capitaliste.

Voici que se pose le problème de notre « révolution » interrompue : la coexistence des Conseils d'ouvriers et des organes de l'Etat bourgeois. Cette coexistence peu naturelle est assez étrange. Si la révolution ne s'était pas interrompue, le problème aurait trouvé une solution fort simple : en éliminant et l'Assemblée nationale et l'appareil administratif et bureaucratique de l'Etat capitaliste, la révolution, dans son développement progressif, aurait amené les Conseils seuls au pouvoir.

Cette révolution ne s'étant pas accomplie, la coexistence persiste jusqu'à aujourd'hui. Au commencement, les Conseils exercèrent sur le gouvernement de coalition une influence presque égale à celle de l'Assemblée nationale; mais comme ce gouvernement était le gouvernement bourgeois (les social-patriotes sont aussi des bourgeois) d'un Etat capitaliste, et qu'il y avait sous lui un organisme administrateur extrêmement contre-révolutionnaire, cette influence finit par s'épuiser et s'affaiblir, et les Soviets reculaient de plus en plus devant les exigences de la bourgeoisie.

L'existence des Conseils dans la démocratie, ou mieux l'existence de la démocratie en Autriche malgré les Conseils, prouve que nos Conseils d'ouvriers sont loin d'être ce qu'on appelle en Russie des Soviets.

Voilà la question que la Révolution languissante de l'Europe centrale nous pose : Les Conseils actuels seront-ils, au moment où la révolution ressuscite, les dépositaires du pouvoir prolétarien ? Ou d'autres Conseils, vraiment révolutionnaires, vont-ils naître du feu même de la Révolution ?

Otto MASCHL.

POLOGNE

La presse ouvrière de France, d'Italie, d'Angleterre est en train de mener une campagne vigoureuse contre l'étranglement de la République des Soviets. Cette campagne soulève un vif écho dans la Pologne ouvrière. Car c'est bien la Pologne que choisirent les gouvernements de l'Entente pour mener à bonne fin leur entreprise de brigands. Nos frères tombent par milliers sur les champs de bataille, le pays est complètement ruiné et tout cela pour relever le temple de l'oppression et de l'exploitation.

Dans ce moment tellement grave pour la Russie soviétiste, la classe ouvrière doit concentrer ses forces pour repousser le cynique attentat. Nous de-

vons compter pour cela sur nos propres forces et nous garder des illusions qui seraient mortelles pour notre cause. A ce genre d'illusions mortelles, il faut signaler l'information parue dans l'*Humanké*, suivant laquelle la campagne contre la guerre est menée en Pologne non seulement par les communistes, mais aussi par le parti socialiste polonais (P. P. S.) et par son organe *Robotnik*.

Car ni le parti P. P. S., ni son organe *Robotnik* ne prennent part dans cette lutte. Les communistes, qui intrépidement ont levé l'étendard de la défense de la Russie, sont obligés de lutter non seulement contre le gouvernement, mais précisément aussi contre le P. P. S. qui abrutit les masses par sa propagande nationaliste et son mot d'ordre : Guerre sur tous les fronts.

Il y a déjà un an (le pouvoir était encore aux mains de Moraczewski, c'est-à-dire du P. P. S.), les communistes demandaient l'entrée en relations avec la Russie des Soviets. Le gouvernement « socialiste » a bien noué les rapports avec le gouvernement de Scheidemann, mais quand une mission de la Croix-rouge russe est arrivée à Varsovie, le ministre « socialiste » Wasilewski la fit arrêter et renvoyer à la frontière, sous l'escorte de gendarmes, et où elle devait être assassinée par des bandits stipendiés. Le même ministre Wasilewski commence la guerre avec la Russie et Pilsudski, l'idole du P. P. S., la continue jusqu'à maintenant.

Pendant neuf mois, le P. P. S. et le *Robotnik* glorifiaient cette guerre, et aucune saleté, aucune calomnie contre la Russie des Soviets ne furent épargnées par le *Robotnik*. Ce journal alla jusqu'à reproduire des faux documents américains pour prouver que les chefs bolchévistes étaient stipendiés par le kaiser, et l'organe du parti, paraissant à Cracovie, *Naprzód*, a reproduit la nouvelle sur la prétendue socialisation des femmes en Russie. Le mot bolchevik est encore employé par le *Robotnik* dans un sens injurieux.

Nous ne raconterons pas en détail comment le P. P. S. brisa la grève des cheminots, la grève des mineurs, celle des usines de munitions, et dernièrement celle des ouvriers agricoles (quelques milliers de grévistes sont en prison), en motivant son intervention par le danger que les grèves, en temps de guerre, présentent pour la défense nationale.

Nous voudrions dire par contre quelques mots sur la campagne récente du P. P. S. contre la guerre.

Tant que Denikine, Ioudenitch, Koltchak étaient faibles, tant que l'armée polonaise n'avait pas encore occupé les immenses territoires non polonais — qu'elle détient aujourd'hui — le P. P. S. était pour la guerre sans restriction. Maintenant l'aspect des choses est changé.

Les succès de Denikine et de Ioudenitch avaient menacé les appétits impérialistes de la bourgeoisie polonaise et des « socialistes » non moins impérialistes. Le P. P. S. craignait, et sa crainte était bien justifiée, que Denikine, Koltchak ou Ioudenitch, une fois vainqueurs, ne reprennent la Lithuanie, la Russie blanche et la Russie rouge à la Pologne. Et c'est là le motif principal qui engagea le P. P. S. à commencer sa « campagne de paix ». Avec Pilsudski, il considère la Russie comme ennemie de la Pologne, sans faire de distinction entre la Russie soviétiste et

la Russie koltchakiste. *Robotnik* se plut maintes fois à parler de l'impérialisme rouge de la Russie des Soviets. Il faut donc, d'après ce parti, affaiblir la Russie, l'empêcher de devenir forte.

La différence entre M. Dmowski et le P. P. S. consiste simplement en ce que le premier veut étrangler la Russie soviétiste avec l'aide de Denikine, de Koltchak et de Ioudenitch, alors que le P. P. S. veut arriver au même but avec l'aide de l'Esthonie, de la Lettonie, de la Finlande et en premier lieu de l'Ukraine.

C'est le désir de s'approprier des territoires non polonais qui est le motif des velléités « pacifiques » du P. P. S. D'autre part la campagne pacifiste de ce parti est un moyen dont se sert le gouvernement pour exercer une pression sur les gouvernements de l'Entente.

Le P. P. S. menace de finir la guerre avec la Russie pour forcer les gouvernements français et anglais à stipuler les conditions du plébiscite en Silésie, de Teschen et en Haute-Silésie, de manière à

le faire tourner au profit de la Pologne. Mais même si le résultat du plébiscite était défavorable à la Pologne, le P. P. S. n'abandonnerait pas ses visées sur ces pays et en demanderait leur reprise par la force des armes. Et comme il faut forcer les gouvernements de l'Entente à ne pas s'opposer à cette occupation, la menace de paix avec la Russie sert de moyen de coercition et de chantage. La politique du P. P. S. est essentiellement hypocrite et impérialiste, c'est une politique de Scheidemann. Il ne le dit pas aux masses, car les masses sont fatiguées par la guerre, mais il les trompe et les abêtit. Et c'est pour cela que la louange décernée par l'*Humanité*, louange à laquelle *Robotnik* ne manque pas de donner sa publicité, non seulement manque son but d'encouragement, mais fait tort à la cause poursuivie de donner secours à la Russie. Car l'appui donné au P. P. S. par le parti français signifie l'appui à un parti qui par son activité nuit autant sinon plus à la cause de la Révolution que le parti de M. Dmowski.

Réponse aux Indépendants d'Allemagne

Le bureau occidental de la 3^e Internationale a répondu à la proposition de conférence formulée par le Parti socialiste indépendant d'Allemagne par le document d'intérêt primordial, que nous reproduisons ci-dessous :

La direction du parti des socialistes indépendants d'Allemagne a adressé, le 13 décembre 1919, au Comité Exécutif de la Troisième Internationale, une lettre dans laquelle elle lui communique le programme d'action adopté au Congrès de Leipzig et, en s'y rapportant, l'invite à une Conférence où sera discutée, avec tous les partis révolutionnaires, la constitution d'une Internationale prête pour la lutte.

Ce document, sur lequel le Comité Exécutif prendra position d'une façon décisive, est maintenant publié par la presse indépendante, de sorte que nous devons en informer provisoirement les partis qui marchent avec nous.

Le programme d'action de la Social-démocratie indépendante se place sur le terrain de la dictature prolétarienne pour conduire au socialisme. Cette position est le résultat de la lutte menée depuis un an par les masses ouvrières organisées dans le Parti Socialiste Indépendant, contre leurs leaders opportunistes. Il convient jusqu'ici de saluer cette décision comme la victoire des éléments prolétariens du P. S. I sur les leaders de la droite par la bourgeoisie. La dictature qui renonce aux mesures de force, c'est un couteau sans manche ni lame. Certes, le renoncement à l'emploi de la force que les leaders de la droite ont forcé à voter de ce parti, les opportunistes, qui travaillaient en faveur d'un compromis avec la bourgeoisie. Mais tandis que les leaders de la droite du P. S. I ont, non seulement accepté cette décision, mais ont encore renoncé à défendre au Congrès l'opposition manifestée par eux jusqu'ici à toute politique révolutionnaire, l'adhésion unanime au programme d'action, prouve que ces éléments ne font que copier la politique suivie à Dresde en 1903 par les révisionnistes, qui n'acceptèrent la résolution en faveur du renforcement de la lutte de classes que pour saboter son application dans la pratique.

Ce qui prouve le mieux que les représentants des masses du P. S. I. n'ont pas compris cette politique, c'est le fait que tous, jusqu'aux membres de la gauche du P. S. I. ont permis aux leaders de la droite d'entreprendre, au Congrès même, leurs premières démarches pour dévaloriser le programme d'action; après les discours accusateurs des gens de la droite, comme Oscar Cohn et Ledebour, contre le régime de terreur du gouvernement des Soviets de Russie, le Congrès a repoussé une résolution exprimant cette idée, pourtant bien compréhensible, que le prolétariat devra répondre par la force à l'emploi de la force au Congrès, n'empêchera pas, au cours du combat, les masses du P. S. I. de répondre à la force par la force; mais il montre la volonté des gens de la droite du P. S. I. de transformer, dans la pratique, le point de vue de la dictature, tel qu'il a été imposé par la masse ouvrière, en un jeu avec la dictature. L'expérience des révolutions en Bavière et en Hongrie a mis en pleine lumière les dangers d'une telle politique dont la seule signification est que, au moment de l'établissement d'un gouvernement d'ouvriers, ses soldats partisans lui lanceront à chaque pas des pierres dans les jambes. Le programme d'action est très discret sur la façon concrète dont le P. S. I. se représente la lutte pour la dictature. Il ne donne aucune indication concrète sur la marche ascendante de la lutte révolutionnaire ni sur la tactique à suivre au cours de cette lutte.

**

Si le programme d'action montre déjà que le processus de développement n'est pas encore achevé dans le P. S. I., sa décision relative à l'Internationale le prouve encore mieux. Placé entre la Troisième Internationale en voie de développement, vers laquelle afflue de plus en plus la classe ouvrière révolutionnaire de tous les pays, et le cadavre de la Deuxième Internationale, le P. S. I. ne se décide pas à adhérer à la Troisième, comme le demandaient les Indépendants de gauche. Il est bien sorti, contre le gré d'une partie des leaders de la droite, de l'Internationale jaune, mais il a décidé d'entamer d'abord des pourparlers avec

d'autres partis, pour l'établissement d'une Internationale révolutionnaire. L'Internationale Communiste a exposé son point de vue à ce sujet. *Seuls l'acceptation ou le rejet de son programme pourraient, à la suite d'un débat de principe du P.S.I. sur la question de l'Internationale, fournir la raison de sa réunion avec elle ou de sa non-réunion.* Le Congrès du P. S. I. s'est bien gardé de dire où il se différencie, dans les questions de programme et de tactique, de la Troisième Internationale. Les raisons qui ont été invoquées par la non-réunion n'avaient un caractère ni de principes, ni de tactique. C'était, soit des appels à l'honneur outragé du parti, soit la crainte de voir l'Internationale Communiste essayer de déterminer, de Moscou, la politique du P. S. I. Si les manifestes de la Troisième Internationale attaquent le P. S. I., ceci ne pouvait être qu'agréable à tout membre révolutionnaire du P. S. I., qui protestait contre la politique de coalition de ses dirigeants avec les socialistes majoritaires, et qui avait combattu les illusions démocratiques de ses leaders, même après leur sortie du gouvernement. Etant donné que le P. S. I. ne s'est prononcé qu'au Congrès en faveur de la dictature du prolétariat, les attaques dirigées contre lui par l'Internationale Communiste sur sa tactique jusqu'à cette date se trouvent parfaitement et complètement justifiées, du fait même de son aveu qu'il ne s'était pas jusqu'à présent placé sur le terrain de la dictature.

**

C'est pour la même raison qu'il ne s'était pas intéressé à la fondation de la Troisième Internationale. Quant à l'allégation que l'Internationale Communiste pourrait essayer de contraindre de Moscou, le prolétariat d'un pays quelconque à des décisions concrètes, elle est dénuée de tout fondement. L'Internationale Communiste se conforme, dans ses Congrès, aux principes fondamentaux de politique admis en commun par l'ensemble de ses sections et résultant du développement révolutionnaire. Là, où les stades de développement provisoirement atteints n'ont pas encore l'unité de tactique, chaque parti doit déterminer les moyens qu'il lui convient d'employer pour atteindre le but commun. Le P. S. I. ne peut citer aucun cas où le Comité exécutif de la III^e Internationale ait cherché à imposer à un parti frère une décision quelconque.

Si le P. S. I. a une proposition quelconque à faire à la III^e Internationale soit sur une question de tactique ou de programme, le devoir du Comité directeur du P. S. I. consiste à la soumettre publiquement, afin de recevoir une réponse publique.

Le programme et la tactique de la révolution prolétarienne sont la chose de la classe ouvrière et non des conciliateurs des chefs.

Naturellement la discussion publique n'interdit pas les pourparlers des représentants des organisations. Mais ces pourparlers exigent, au préalable, la fixation de l'objet du débat, la préparation publique de celui-ci et aussi la désignation des personnes avec qui sera conduit le débat.

Le Comité de direction du P. S. I. a négligé de faire connaître ce qui doit faire l'objet de débat et avec qui seront conduites les négociations. Bien que le P. S. I. d'Allemagne n'ait pas adressé sa lettre seulement au Comité exécutif de la III^e Internationale, il n'indique pas qui sera encore admis à participer au débat. Nous nous permettons de demander de préciser, sous forme concrète, si le Conseil directeur du P. S. I. allemand a l'intention d'inviter la social-démocratie de l'Autriche allemande, de Suède, de Hollande, le

Parti socialiste français ainsi que le parti ouvrier indépendant d'Angleterre. Nous déclarons ouvertement que nous tenons pour impossibles toutes négociations avec la social-démocratie de l'Autriche allemande, de Suède et de Hollande pour la constitution de l'Internationale révolutionnaire et quant à toute discussion avec le parti ouvrier indépendant d'Angleterre, il ne peut même en être question.

La social-démocratie de l'Autriche allemande, de Suède et de Hollande est demeurée, en fait, sur le terrain de l'opportunisme, de la politique de coalition avec la bourgeoisie. Le parti ouvrier indépendant d'Angleterre est, en grande majorité, réformiste et repousse la dictature du prolétariat. Il ne reste donc que deux partis avec lesquels on pourrait discuter, les partis socialistes de France et de Suisse.

La social-démocratie française possède une aile droite qui est complètement réformiste. Avec son centre les pourparlers en vue de l'amener à l'Internationale Communiste restent impossibles, tant qu'il se trouve, en fait, sous l'influence des Renaudel et Thomas ou tout au moins tant qu'il n'aura pas manifesté sa volonté d'abandonner toute collaboration avec ces complices de la bourgeoisie. Nous serions heureux si la majorité de la social-démocratie française exprimait le vœu de marcher d'accord avec nous et la lutte électorale qu'elle a menée sous le drapeau de la défense des Soviets de Russie éveille en nous l'espoir que le moment approche où les ouvriers révolutionnaires français obligeront leurs chefs à abandonner leurs hésitations pour entrer dans la voie de la lutte révolutionnaire conséquente avec elle-même. C'est alors que sera venu le moment pour les pourparlers entre l'Internationale Communiste et la social-démocratie française. Il ne reste donc plus que la social-démocratie suisse, pour ce qui concerne l'Europe — car le P. S. I. ne pouvait songer à l'Amérique en proposant pour le mois de février la convocation d'une Conférence explicative.

La social-démocratie suisse a bien décidé, par un vote direct sa sortie de la II^e Internationale ; mais non pas son entrée dans la Troisième. Elle a exprimé le cas d'un accord entre tous les éléments révolutionnaires. Nous avons montré que, en dehors des social-démocrates indépendants d'Allemagne, il n'existe aucun parti des masses prolétarienne ne faisant pas partie de la Troisième Internationale qui puisse venir en question pour un accord concernant une Internationale révolutionnaire. C'est ainsi que le vœu de la social-démocratie suisse peut se réaliser le plus aisément du monde, si elle s'entend avec le P. S. I. sur les conditions de son adhésion au seul organisme international qui réunit les partis révolutionnaires, c'est-à-dire l'Internationale Communiste. Nous craignons seulement que la social-démocratie suisse stipule, pour l'entrée dans l'Internationale Communiste, d'autres conditions que celles du P. S. I. Comme la III^e Internationale n'a pas interdit à ses membres l'usage de l'arme parlementaire, il ne peut donc s'agir pour la social-démocratie suisse, ou plus exactement pour ses leaders de la droite, que de savoir si la III^e Internationale est d'accord avec des mesures révolutionnaires telles que la prise de possession d'un poste de directeur de la police par des social-démocrates, dans un Etat capitaliste. Nous ne pensons pas que le P. S. I. considère ceci comme l'objet souhaité des pourparlers avec la III^e Internationale.

Il s'agit donc ici, non pas de l'accord de diffé-

rents partis dans une nouvelle Internationale, mais de décider si le P. S. I. d'Allemagne veut adhérer à la III^e Internationale. Or, pour cela, point n'est besoin de négociations internationales. Seuls, des pourparlers entre le P. S. I. d'Allemagne et la III^e Internationale sont nécessaires. Mais nous croyons que la question de l'adhésion du P. S. I. à la III^e Internationale ne sera résolue rapidement et conformément à l'esprit révolutionnaire du P. S. I. que si elle est traitée non comme l'occasion des conférences secrètes des chefs, mais comme l'occasion pour les masses d'exprimer publiquement leur volonté.

15 janvier 1920.

Jeunesses Socialistes

Le Comité pour l'autonomie des Jeunesses socialistes et leur adhésion à la 3^e Internationale, invite tous les membres des J. S. à voter les deux résolutions suivantes pour faire prévaloir leurs thèses à la Conférence Nationale des 3 et 4 avril 1920, à Troyes :

L'INTERNATIONALE

La Conférence Nationale des Jeunesses Socialistes, réunie à Troyes les 3 et 4 avril 1920 ; constatant que la 3^e Internationale rassemble tous les socialistes révolutionnaires du monde ; qu'elle répudie tout « socialisme de guerre » passé et futur, préconise l'intransigeance révolutionnaire et la dictature du prolétariat par le régime des Conseils des Travailleurs, se substituant à la fausse démocratie bourgeoise parlementaire, que ce régime peut seul organiser la production au bénéfice total des producteurs et instaurer le Communisme ; constatant, d'autre part, que l'Union internationale des J. S. a fait faillite au même titre que la 2^e Internationale ;

La Conférence condamne avec force les Jeunesses qui, répudiant en 1914 les principes fondamentaux du Socialisme en approuvant la politique dite « d'Union Sacrée », continuent, après les hostilités, à rester fidèles à leurs erreurs et à collaborer de près ou de loin, consciemment ou inconsciemment, avec la politique des renégats de la lutte de classes. Elle refuse, entre autres, nettement, d'entrer dans une Internationale où les Jeunesses jaunes de Noske d'Allemagne, de Renner d'Autriche, seraient susceptibles de se trouver.

En conclusion : la Conférence, consciente de l'idée de lutte de classes qui imprègne l'Internationale Communiste des Jeunesses, ne faisant pas double but avec la 3^e Internationale, applaudit à ces efforts sincères de reconstitution de l'Internationale des Jeunes sur les mêmes bases que celle de Moscou ; lui donne son entier appui et son adhésion non conditionnée, comme elle la donne sans réserve à son aînée, et approuve pleinement son manifeste lancé au Congrès International tenu le 20 novembre à Berlin, auquel elle regrette de n'avoir pu participer.

La Conférence Nationale envoie son salut fraternel à tous les Jeunes, victimes de la réaction internationale aux abois, se découvre douloureusement devant les tombes des martyrs de la Révolution ; veut au mépris général les renégats du Socialisme révolutionnaire de tous les pays.

LA COMMISSION EXECUTIVE.

L'AUTONOMIE

La Conférence Nationale des J. S., considérant : que les J. S. sont avant tout un foyer d'éducation socialiste ; considérant toutefois qu'elles ne peuvent fermer les yeux et rester à l'état passif devant l'immense courant qui entraîne, à cette heure solennelle de l'histoire, les êtres et les choses, et qu'elles se doivent d'y participer en puisant dans l'enseignement des faits ;

Estimant, d'autre part, que l'éducation basée sur le régime de l'autorité dogmatique faite jusqu'à ce jour dans les Jeunesses est entièrement contraire aux conceptions pédagogiques du Socialisme ; estimant que cette éducation qui leur est imposée ne peut donner et ne donne pour résultats réels que la formation d'un « troupeau » d'électeurs, moutons toujours prêts à suivre le mot d'ordre des chefs, et ne possédant, par suite du mince bagage de conceptions nettes des événements dont on l'a doté avec ce programme minimum, aucun sens critique à l'égard des décisions prises ou à prendre ;

Considérant encore que l'éducation de la Jeunesse ne peut, en aucun cas, s'embarrasser des intérêts de clans politiques et leur être subordonnée ;

La Conférence dénonce avec force et répudie les principes de la soumission aveugle, de la négation de la discussion et de l'action dans lesquels le Parti a tenu les Jeunesses depuis ces dernières années.

En conclusion logique, la C. N. décide :

1^o La transformation du titre de la Fédération en : *Fédération nationale des Jeunesses Socialistes Communistes* ;

2^o La suppression des articles 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 38 de ses statuts et la modification ainsi faite des articles 2 et 28 :

ART. 2. — Tout adhérent accepte les principes, les règlements et la tactique des Jeunesses.

ART. 28. — Dans l'intervalle des Conférences, la Fédération sera régie par un Comité National composé de 15 membres élus à la C. N.

Suppression et modification qui mettra celle-ci en possession de son autonomie propre et de son libre arbitre.

Ayant obtenu cette indépendance organique de la Fédération, la C. N. émet le vœu que les Jeunesses, côte à côte avec les aînés des organisations ouvrières révolutionnaires et socialistes, travaillent en communion de pensée et d'action pour la lutte de rénovation totale qui s'impose.

Pour le Comité, la Commission exécutive :

M. LAPORTE, P. COBLENTZ, L. BOIRON,
MARAIS, V. RADI, PARATRE, A. DEMAI, NEVEU.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale
123, rue Montmartre -- PARIS

PARAIT LE 1^{er} ET LE 15 DE CHAQUE MOIS

Le Numéro : 30 centimes

ABONNEMENTS :

20 Numéros..... 6 francs
10 Numéros..... 3 francs

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à

René REYNAUD

AU CONGRÈS DE STRASBOURG

NOS MOTIONS

I. — La situation politique

Le Parti socialiste (S. F. I. O.) constate que les élections ont eu pour résultat de clarifier la situation politique de notre pays. Elles montrent que la bourgeoisie a conscience de la position critique dans laquelle l'a placée sa guerre et aussi de l'instabilité de sa domination. La loi électorale qu'elle a forgée, les moyens employés pour amener au Parlement la majorité de défense capitaliste qui le compose aujourd'hui prouvent qu'elle va s'efforcer de rétablir sa situation économique par une plus dure exploitation des classes ouvrière et paysanne et essayer de consolider son pouvoir chancelant en renforçant sa puissance politique par la suppression totale ou partielle des droits ouvriers et des libertés « démocratiques ».

La disparition ou l'affaiblissement des vieux partis dont le rôle historique est terminé et la constitution du « Bloc de conservation sociale » indiquent que la lutte de classes est entrée dans sa phase décisive et que la crise révolutionnaire approche.

Aussi, l'illusion de la conquête du pouvoir politique par les voies légales et parlementaires, de la transformation de la société par le simple jeu des réformes et de la collaboration avec la classe ennemie — conception dangereuse et fautive à toutes les époques — devient-elle dans la période actuelle un péril que le Parti socialiste doit écarter.

Conscient de la gravité de l'heure présente, de sa responsabilité, de son rôle de guide du prolétariat dans sa lutte contre le capitalisme, le Parti socialiste affirme sa volonté de rester un « parti de lutte de classe et de révolution ». Il se refuse à toute compromission, toute collaboration avec aucun parti bourgeois.

Il considère que sa tâche essentielle est de préparer rapidement par une action et une propagande intensifiées la classe ouvrière à l'accomplissement prochain de sa grande mission historique : le renversement du régime capitaliste qui a, par ses fautes et ses crimes, précipité l'heure de sa déchéance. Il doit également l'éclairer sur les nouvelles formes de la démocratie prolétarienne créées par les révolutions ouvrières, sur la nécessité de prendre le pouvoir et d'exercer sa dictature en opposant la force à la force, la violence révolutionnaire à la violence bourgeoise.

Devant la perspective de la révolution prochaine, il se déclare prêt à faire les efforts qui s'imposent pour rallier autour de lui toute la partie consciente du prolétariat révolutionnaire, resté jusqu'ici en défiance et à dresser ainsi en face du bloc de conservation sociale le bloc solide et agissant de la révolution sociale.

C'est en s'inspirant de ces considérations et pour atteindre ce but que le Parti organisera sa propagande dans le pays. Ce sont aussi ces mêmes directives qui doivent déterminer les règles d'action imposées par le Parti au groupe socialiste parlementaire. Plus que jamais, il devra faire acte d'opposition irréductible à la société capitaliste et « refuser au gouvernement tous les moyens qui assurent la domination de la bourgeoisie et son maintien au pouvoir ».

La présence au Parlement de représentants du Parti ne peut avoir d'autre but que l'opposition au régime et la propagande pour sa disparition.

Ils doivent aider de l'intérieur l'effort extérieur des masses pour abattre le parlementarisme bourgeois.

II. — La situation internationale

Le Parti socialiste (S. F. I. O.) prend acte de la dissolution progressive de la 2^e Internationale, de son impuissance à redonner force et vie au socialisme et à coordonner l'action du prolétariat mondial, ainsi que de l'impossibilité où elle se trouve désormais de jouer le rôle qui lui était dévolu. Il décide de rompre avec son bureau et de ne participer à l'avenir à aucune réunion de la 2^e Internationale.

Considérant la situation générale du socialisme international, les principes admis tant par les réunions tenues à Moscou et les divers partis ou fractions de la 3^e Internationale que par ceux ayant rompu avec la seconde, sans toutefois adhérer à la troisième, et après avoir examiné les différentes propositions visant non à opérer la conjonction des deux Internationales actuelles, traitant de puissance à puissance et recherchant les principes sur lesquels elles pourraient s'entendre, mais à regrouper les forces socialistes-révolutionnaires, le Parti socialiste déclare qu'un tel regroupement ne peut se faire qu'autour de l'organisme déjà créé.

Il décide donc de donner son adhésion à la 3^e Internationale, à ses principes et à son action définis ci-dessous :

I. — La tâche du prolétariat consiste à l'heure actuelle en la mainmise immédiate sur le pouvoir de l'Etat capitaliste et son remplacement par un appareil gouvernemental prolétarien.

II. — Le type de l'Etat prolétarien doit être, non pas la fausse démocratie bourgeoise, mais la démocratie prolétarienne, non pas le parlementarisme, mais le self-gouvernement des masses par l'intermédiaire de leurs organes électifs ; non pas la bureaucratie capitaliste, mais les organes d'administration créés par les masses elles-mêmes avec leur participation réelle à l'administration et à l'œuvre socialiste constructive. La force concrète est le pouvoir des Soviets ou des organisations similaires.

III. — La dictature du prolétariat doit être le levier de l'expropriation immédiate du capital, de la suppression du droit de propriété privée ; de l'institution du travail obligatoire ; de la socialisation des moyens de production et d'échange : terre, industrie, mines, moyens de transport, sous la gestion directe des paysans, ouvriers, mineurs, cheminots, marins.

IV. — La méthode principale consiste dans l'action des masses du prolétariat pouvant aller selon la résistance de l'adversaire jusqu'au conflit à main armée avec le pouvoir de l'Etat capitaliste.

En conséquence de cette décision, le Parti se fera représenter à la Conférence des partis occidentaux se plaçant sur le terrain de la 3^e Internationale décidée à Imola, dont l'organisation a été confiée au Parti socialiste italien et qui a pour principal objectif la création d'un bureau occidental de la 3^e Internationale, analogue à celui créé dans les pays scandinaves.

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

IMPRIMERIE FRANÇAISE (Maison J. Dangon)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e)